

encore trop répandues dans le monde. C'est pourtant une année spéciale, car nous voyons la liberté, la démocratie et l'espoir émerger pour la première fois dans la vie politique de nombreux pays.

Il est regrettable que cet esprit n'ait pas inspiré le gouvernement canadien. Notre système reste marqué par l'absence de réformes politiques, particulièrement à la Chambre haute. Le sénateur Murray se promène d'une capitale provinciale à l'autre au nom du gouvernement, insultant ainsi ceux qui veulent réformer le Sénat et exhortant les premiers ministres provinciaux à faire fi du public canadien qui rejette l'Accord du lac Meech.

Qu'en est-il du Sénat? Lorsqu'il exerce ses pouvoirs constitutionnels, les conservateurs se plaignent que c'est antidémocratique. Lorsqu'on essaie de démocratiser le Sénat, les conservateurs prétendent alors que c'est anti-constitutionnel. En badinant, le ministre de la Justice vient de déclarer publiquement qu'il faudrait peut-être abolir le Sénat. Il a dit à un journaliste du *Vancouver Sun*: «Je ne suis pas convaincu qu'un Sénat soit nécessaire».

Le gouvernement conservateur n'a pas encore énoncé sa position concernant le Sénat, comme il l'a promis, mais les Canadiens commencent à se douter de ses vraies intentions.

\* \* \*

### L'ÉQUITÉ SALARIALE

**M. Steven W. Langdon (Essex—Winsor):** Pour la deuxième année consécutive, monsieur le Président, Statistique Canada nous apprend que l'écart salarial entre les hommes et les femmes n'a pas diminué depuis dix ans.

Le gouvernement dit qu'il veut l'égalité parfaite pour les Canadiennes. Qu'entend-il pas égalité? Égalité signifie que la femme gagne seulement 65 p. 100 du salaire de l'homme, mais qu'elle paye 100 p. 100 des notes d'épicerie, 100 p. 100 du loyer et 100 p. 100 des frais de garderie.

Égalité signifie que le gouvernement préconise la parité salariale et des conditions d'emploi équitables, mais qu'il légifère pour forcer ses propres employées d'hôpitaux à retourner au travail parce qu'elles ont demandé la parité salariale avec les hommes qui font le même travail. Quand le gouvernement va-t-il se rendre compte du fait que l'égalité suppose que le personnel féminin est rémunéré au même taux que le personnel masculin? Quand le gouvernement va-t-il se rendre compte du fait que l'égalité de la femme doit être réelle, directe et totale?

### Article 31 du Règlement

#### LA ROUMANIE

**M. Tom Wappel (Scarborough—Ouest):** Monsieur le Président, je voudrais aujourd'hui dénoncer les actes qu'ont récemment commis le dictateur de la Roumanie, Nicolae Ceausescu, et ses suppôts.

En tant que Canadien d'origine hongroise, je m'intéresse à la Hongrie et spécialement à la répression brutale de la minorité hongroise en Roumanie, la plus grande minorité ethnique de toute l'Europe. La police terroriste de Ceausescu a persécuté le révérend Laszlo Tokes, de qui nous avons déjà parlé à la Chambre, et elle vient de massacrer des gens gagnés par l'euphorie qu'engendre le vent de liberté qui souffle actuellement sur l'Europe de l'Est. Les mesures qu'a prises la Roumanie constituent un affront aux droits de la personne, à la *glasnost* et à ce grand moment de répit dans la guerre froide. Nous ne devons pas nous contenter de protester sur papier. J'exhorte le gouvernement à réviser immédiatement nos relations économiques avec le boucher de Bucarest. Faisons ce qui s'impose et que nos notes de protestation s'accompagnent de mesures concrètes. Je demande également à la Chambre de condamner à l'unanimité les actions odieuses de ce dinosaure politique.

\* \* \*

#### LA FAMINE

**Mme Lynn Hunter (Saanich—les Îles-du-Golfe):** Monsieur le Président, des millions d'Éthiopiens, en Érythrée et au Tigré sont menacés à nouveau par la famine. Les Nations unies ont annoncé la perte totale des récoltes dans les régions où la production alimentaire est depuis longtemps perturbée par la guerre.

La majorité de ceux qui sont menacés par la famine vivent dans des régions qui échappent au contrôle du gouvernement éthiopien, des régions que j'ai visitées en 1986. L'Éthiopie a découragé la communauté internationale de remédier à cette situation. En novembre, les négociations diplomatiques en vue de conclure des ententes de libre passage ont été rompues.

Ce n'est pas le moment de suivre le protocole diplomatique. Le Canada intervient trop lentement pour répondre à ce défi. La diplomatie tranquille se transforme en complicité silencieuse, alors que des millions de gens risquent actuellement de mourir de faim dans cette région. L'ACDI n'a approuvé que la moitié de l'aide alimentaire de l'année dernière qui n'était pas une année de crise.

Les pires craintes de ceux d'entre nous qui se sont élevés contre les réductions des crédits à l'aide au développement se sont concrétisées. La réduction du déficit par les conservateurs a effectivement pour conséquence de laisser les gens mourir de faim en Afrique. Les